



**MINISTERE DE LA PLANIFICATION,  
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
ET DE LA POPULATION**

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi**

**DIRECTION NATIONALE DE LA  
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**

**DIVISION EVALUATION, PROGRAMMATION,  
SUIVI DES INVESTISSEMENTS**

**RAPPORT DE MISSION DE SUIVI PHYSIQUE PROJETS ET  
PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS PUBLICS DANS LES REGIONS  
DE KAYES, KOULIKORO ET LE DISTRICT DE BAMAKO DANS LE  
CADRE DU PAGAM/GFP II**



**Décembre 2014**

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
OBJECTIFS DE LA MISSION	5
RESULTATS ATTENDUS	5
DEROULEMENT DE LA MISSION	6
DISTRICT DE BAMAKO	6
REGION DE KOULIKORO	12
REGION DE KAYES	18
PRINCIPAUX RENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISSION	22
DIFFICULTES RENCONTREES PAR LA MISSION	23
SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	24
CONCLUSION	26
ANNEXE	27

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ADRS</b>	Agence de Développement Rural de la Vallée du Sénégal
<b>AN</b>	Assemblée Nationale
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BID</b>	Banque Islamique de Développement
<b>BSI</b>	Budget Spécial d'Investissement
<b>BN</b>	Budget National
<b>CESE</b>	Centre d'Entraînement Pour Sportifs d'Elite de Kabala
<b>CFA</b>	Communauté Française Africaine
<b>CGA</b>	Centre de Gestion Agréé
<b>CJB</b>	Carrefour des Jeunes de Bamako
<b>CPS</b>	Cellule de Planification et de Statistiques
<b>DEPSI</b>	Division Evaluation, Programmation et Suivi des Investissements
<b>DFM</b>	Direction des Finances et du Matériel
<b>DNPD</b>	Direction Nationale de la Planification du Développement
<b>DNSEP</b>	Direction Nationale des Sports et de l'Education Physique
<b>DTSS</b>	Direction Technique des Sous secteurs
<b>DRPSIAP</b>	Direction Régionale du Plan, de la Statistique, de l'Informatique et de l'Aménagement du Territoire
<b>ENETP</b>	Ecole Normale d'Enseignement Technique et Professionnelle
<b>ENI-ABT</b>	Ecole Nationale d'Ingénierie Abdrahamane Baba Touré
<b>ENSUP</b>	Ecole Normale Supérieure
<b>GAR</b>	Gestion Axée sur les Résultats
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>IPR/IFRA</b>	Institut Polytechnique Rural de Formation et de recherche Appliquée
<b>LBOS</b>	Lycée Ben Oumar Sy de Kabala
<b>MPATP</b>	Ministère de la Planification, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
<b>PAGAM/GFP</b>	Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publics
<b>PACD</b>	Programme d'Appui aux Commerçants Détaillants
<b>PDRIK</b>	Projet de Développement Rural Intégré de Kita
<b>P/P</b>	Projets et Programmes
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>PTI</b>	Programme Triennal d'Investissement
<b>RM</b>	République du Mali

## INTRODUCTION

Suivant l'ordre de mission N° 138/MPATP-SG en date du 25 novembre 2014, une mission de suivi-évaluation des Projets et Programmes d'investissement public au Mali, s'est rendue du 26 novembre au 10 décembre 2014 dans les régions de Koulikoro, de Kayes et le district de Bamako.

L'équipe de la mission était composée de :

- **M Ousmane CISSE**, chef de section Financement des investissements à la DNPDP, Chef de mission ;
- **M Soumeila Ibrahim TOURE**, Directeur DRPSIAP Kayes ;
- **M Ibrahim TOURE**, Directeur DRPSIAP Koulikoro ;
- **Mme Djenéba DEMBELE**, Directrice DRPSIAP Bamako ;
- **M Mahamane Y MAIGA**, Planificateur DNPDP ;
- **Mme BAH Ténin NIAMBELE**, Planificateur DNPDP ;
- **M Ahmed CISSE**, Chauffeur DNPDP.

La mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques (PAGAM/GFP) et du plan d'actions des recommandations issues de l'étude commanditée par le FMI relative à « l'Etude diagnostique du système de Sélection, de Programmation et de Suivi-Evaluation des Projets et Programmes d'Investissements Public au Mali ».

En effet, une étude réalisée par le Bureau d'Etudes « BABA TOURE Ingénieur Conseil-Plus » en mars 2012 a relevé certaines insuffisances du système de programmation, de suivi-évaluation des Projets et Programmes d'investissements publics, notamment :

- le suivi physique de l'état d'exécution technique des Projets et Programmes inscrits au PTI se fait très timidement et se limite à des rares visites de terrain effectuées par les CPS et les DTSS dans le cadre de leur mission ;
- l'insuffisance des données collectées (le manque de fiabilité et leur exhaustivité) par les CPS et les DFM auprès des gestionnaires des Projets et Programmes.

La fonction de suivi-évaluation est une activité essentielle qui conditionne la bonne exécution des Projets et Programmes d'investissements publics afin d'améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires.

Elle permet non seulement de réguler l'exécution des Projets et Programmes par l'effet de la planification de leur réorientation et/ou de leurs stratégies de mise en œuvre mais également d'améliorer davantage l'exhaustivité et la fiabilité des données recueillies afin de publier d'une part des informations transparentes et à jour sur leur exécution physique et financière et d'autre part de mettre en confiance les PTFs quant à la gestion des ressources.

## **I. OBJECTIFS DE LA MISSION**

L'objectif principal de la mission est de faire le point de l'exécution physique et financière des Projets et Programmes à visiter dans les régions et proposer des solutions susceptibles d'améliorer leur performance.

### **1.1. Objectifs spécifiques :**

- faire le point d'exécution physique et financière des Projets et Programmes au 31 décembre 2013 ;
- faire le point des réalisations physiques et financières pour l'année 2014 et les prévisions pour l'année 2015 ;
- faire le point de l'utilisation de la contrepartie nationale ;
- faire le point des contraintes et goulots d'étranglement à la bonne marche des projets et programmes ;
- faire le point de passation des marchés sur le financement intérieur et extérieur ;
- discuter des propositions de solutions envisagées par nature de contraintes et problèmes (techniques, financiers et institutionnels).

## **II. RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION**

- l'état d'exécution physique et financière des Projets et Programmes visités par les structures centrales et régionales (la DNPD et les DRPSIAP) est mieux connu ;
- la situation d'exécution physique et financière des Projets et Programmes pour 2013 et 2014 et les prévisions pour l'année 2015 est faite ;
- les contraintes et goulots d'étranglement à la bonne marche des projets et programmes sont identifiés et analysés ;
- des recommandations appropriées à la prise de décision sont formulées et mises en application.

### **III. LIEU DE LA MISSION**

Les zones couvertes sont le district de Bamako, le cercle de Kati dans la région de Koulikoro et les cercles de Kita et de Bafoulabé dans la région de Kayes où sont mis en œuvre les Projets et Programmes concernés par la mission de suivi-évaluation.

Au total, six (06) Projets et Programmes sont concernés dont un (01) dans la région de Kayes (**PDRIK II**), deux (02) dans la région de Koulikoro (**LBOS et CESE**), deux (02) dans le district de Bamako (**CJB et Projet d'Aménagement et d'équipement des grandes écoles**) et un (01) d'envergure nationale (**PACD**).

### **IV. DEROULEMENT DE LA MISSION**

La méthodologie suivie dans chacune des régions concernées se présente comme suit :

- envoi des documents de la mission (TDR, fiche de suivi-évaluation des P/P et programme indicatif) aux DFM, aux Unités de Gestion des P/P et aux DRPSIAP ;
- des visites de courtoisie aux autorités administratives ;
- des séances de travail avec les structures de tutelle des P/P et les Unités de Gestion ;
- des visites des réalisations physiques et des échanges avec les différentes parties prenantes ;
- envoi du rapport de mission (plan d'actions de mise en œuvre des recommandations) aux structures de tutelle et aux Unités de Gestion des P/P.

Des séances de restitution des conclusions et recommandations de la mission aux structures de tutelle et aux Unités de Gestion des P/P sont prévues.

#### **4.1. DISTRICT DE BAMAKO**

##### **4.1.1. PROJET DE REHABILITATION ET D'EQUIPEMENT DU CARREFOUR DE JEUNES :**

###### **▪ Présentation du Carrefour des Jeunes de Bamako :**

Le Carrefour des jeunes de Bamako, situé en commune III du district de Bamako est un service public rattaché à la Direction Nationale de la Jeunesse. Créé le 21 mars 1988 suivant la loi N°88-30/AN-RM, le Carrefour des Jeunes est une institution socio-éducative dont la principale mission est de contribuer à l'éducation de la jeunesse en vue de son plein épanouissement et de mettre à la disposition des jeunes, un lieu approprié de rencontre pour l'organisation des loisirs sains.

Il a hérité des infrastructures réalisées au cours des années 1920 réalisées par l'administration coloniale sous le nom de « Soudan Club » de Bamako avant de devenir successivement « club sportif et culturel des Jeunes » en 1960 et le « Carrefour des Jeunes de Bamako » en 1988.

Dans le cadre du renforcement des capacités afin d'atteindre les objectifs assignés par le département, le Carrefour des Jeunes de Bamako a bénéficié de financement d'un projet

dénommé « **Projet de Réhabilitation et d'Équipement du Carrefour des Jeunes de Bamako** » sur le Budget National.

Ce projet enregistré au répertoire national des Projets et Programmes d'Investissement Public au Mali (PTI) sous le numéro **2277** a démarré en 2007 avec sa première inscription dans la Loi de Finances. De 2007 à 2014, il a bénéficié de sept (07) années de dotation budgétaire d'un montant total **d'un milliard deux cent quarante sept millions de francs CFA** pour un montant total décaissé d'un **milliard de francs CFA**, soit un **taux de décaissement de 80,35%**. Le Carrefour de Jeunes de Bamako dispose aujourd'hui d'un certain nombre d'infrastructures modernes financées au titre du Projet, notamment une grande salle pour les conférences et séminaires, un centre de vacances (R+1) pour l'hébergement, des blocs de formation (en boucherie, pâtisserie et en informatique) et des salles pour les spectacles et loisirs (culturels et sportifs). A travers ces infrastructures, le Carrefour des Jeunes de Bamako accueille un nombre important de séminaires, de rencontres culturelles, politiques, des participants régionaux et sous régionaux pour l'hébergement.

▪ **Les rencontres tenues dans le cadre de la mission :**

La première séance de travail tenue avec le Directeur des Finances et du Matériel entouré de ses collaborateurs, notamment les Chefs des Divisions Finances et Comptabilité Matière a permis d'une part d'échanger sur les objectifs de la mission et de faire le point de l'état d'exécution financière et physique de la dotation budgétaire de 2013 et de celle de 2014 d'autre part.

Ainsi au titre de 2013, le projet sur une dotation de **100 millions de francs CFA** a fait un décaissement de **75 millions de francs CFA**, soit un taux de décaissement de **75%**. Le montant décaissé a porté sur la réalisation d'un marché relatif à la construction de deux (02) hangars servant de réfectoire dans le cadre de l'organisation des séminaires et rencontres au niveau du Carrefour.

En 2014, le Projet a bénéficié d'une dotation **172 millions de francs CFA, entièrement décaissés** pour la réalisation des marchés relatifs aux travaux de réhabilitation des toilettes et le dallage de la cour.

▪ **Situation d'exécution financière du Projet<sup>1</sup>**

*En millions de francs CFA*

N°RNP	Situation financière du Projet par année										TOTAL
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		
2277	Financement acquis	185	181	92	170	131	50	100	172	166	1 247
	Décaissement au 31/12/2013	185	181	55	155	127	50	75	172	-	1 000
	Taux de décaissement	100	100	60	91	97	100	75	100	-	80

<sup>1</sup> Source : 14<sup>ème</sup> revue des P/P au 31 décembre 2013

- **La visite des réalisations physiques**

La visite de terrain effectuée par la mission en compagnie de la Directrice du Carrefour des Jeunes, accompagnée de ses proches collaborateurs et du Représentant de la DFM a permis de faire le point des investissements réalisés en 2013 et 2014.

Au compte de 2013, les investissements réalisés concernent les deux (02) hangars construits pour servir de réfectoire aux participants aux séminaires et rencontres organisés au niveau du Carrefour des Jeunes. Les deux (02) hangars sont opérationnels et bien entretenus.

En 2014, les investissements qui portent sur les travaux de réhabilitation des bâtiments de la structure (salle de séminaire, des hébergements en R+1, la salle de formation et de spectacle et l'administration), du dallage de la cour, la réhabilitation des toilettes sont entièrement réalisés.

L'ensemble des infrastructures visitées sont opérationnelles et très bien entretenues.

Au terme de la visite, la mission a eu une séance de travail avec la Direction du Carrefour des Jeunes au cours de laquelle les échanges ont porté entre autres sur les constats de la visite et les propositions de solution (voir plan d'actions).

L'équipe de la mission a félicité la Direction du Carrefour des Jeunes pour l'entretien de qualité des infrastructures et l'a invitée à poursuivre ses efforts à maintenir la structure dans une dynamique de performance.

Pour les perspectives en 2015, il s'agirait de mettre l'accent sur la reprise des installations électriques et de l'adduction d'eau qui sont dans un état de dégradation avancée.

#### **4.1.2. PROJET D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DES GRANDES ECOLES :**

- **Présentation du Projet :**

Le Projet « Aménagement et équipement des grandes écoles » enregistré au répertoire national des Projets et Programmes d'investissements publics au Mali sous le numéro **2309** est mis en œuvre par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique à travers la Direction des Finances et du Matériel.

Le projet a pour l'objectif le renforcement des capacités des grandes écoles et couvre quatre (04) écoles, à savoir l'Ecole Normale d'Enseignement Technique et Professionnelle (**ENETP**), l'Institut Polytechnique Rural de Formation et de recherche Appliquée (**IPR/IFRA**), l'Ecole Normale Supérieure (**ENSUP**) et l'Ecole Nationale d'Ingénierie Abdrahamane Baba Touré (**ENI-ABT**).

Démarré en 2008 avec une inscription de **250 millions de francs CFA**, le montant total du financement acquis au titre du Projet sur le Budget National (2008 à 2015) s'élève à **1,320 milliard de francs CFA** pour un montant total décaissé de **1,146 milliard de francs CFA**, soit un taux de décaissement de **86,82%**.

- **Les rencontres tenues dans le cadre de la mission :**



La mission a eu une séance de travail avec la Direction des Finances et du Matériel (DFM), notamment le chef de division des Finances avec laquelle les échanges ont porté sur les objectifs de la mission et l'état d'exécution financière et physique du Projet au titre des années 2013 et 2014.

A l'issue de cette séance de travail, la situation de crédits alloués en 2014 est de l'ordre de 200 millions répartis comme suit : **24,485 millions** pour IPR/IFRA, **48,712 millions** pour l'ENETP, **59,5 millions** pour l'ENSUP et **24,986 millions** pour l'ENI-ABT.

Aussi, en 2014, le Projet a bénéficié de **25 millions de francs CFA** sur le fonds d'études du Ministère de la Planification, de l'Aménagement du Territoire et de la Population pour les études relatives à l'élaboration de la carte universitaire.

Il ressort des échanges avec la DFM, que les crédits alloués en 2013 d'un montant de **100 millions de francs** ont été directement mis à la disposition et gérés par les quatre (04) écoles à raison de **50 millions** par école.

- **Situation d'exécution financière du Projet**

*En millions de francs CFA*

N°RNP	Situation financière	Situation financière du Projet par année								
		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
2309	Financement acquis	250	150	150	198	0	200	200	172	1 320
	Décaissement au 31/12/2013	249	150	150	198	0	199	200	-	1 146
	<b>Taux de décaissement</b>	<b>99,6</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>99,5</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>86,81</b>

- **La visite des réalisations physiques :**

La mission s'est rendue à l'IPR/IFRA de Katibougou, l'une des quatre (04) écoles bénéficiaires du projet où elle s'est entretenue avec le Directeur de l'école sur les investissements du projet de 2013 à 2014.

A l'issue des échanges avec le Directeur, il ressort que la Direction n'est pas informée du mandat de **24,485 millions** engagés pour l'achat de fourniture de matériels agricoles au bénéfice de la structure au titre des crédits budgétaires de 2014.

Pour 2013, la mission a visité les équipements acquis sur les 50 millions de crédits mis à leur disposition par la DFM. Il s'agit essentiellement des équipements pour le laboratoire constitués de (brouilleur, caméras, appareils GPS et photos).

La mission a par ailleurs visité les infrastructures réalisées au niveau de la structure au titre du « **Projet de Réhabilitation des Infrastructures de l'IPR/IFRA** » sur les dotations budgétaires de 2013 et 2014. Ainsi au titre de 2013, l'espace vital de l'IPR a été clôturé pour la sécurisation de l'ensemble des infrastructures, de deux (02) parkings réalisés pour les véhicules et motos sur un crédit alloué de **200 millions de francs CFA**.

En 2014, les investissements en cours de réalisation portent sur les travaux de construction de la clôture des espaces de démonstration et d'expérimentation dont les

travaux sont en cours d'exécution, la reprise de l'électricité du bloc 8 et les travaux de réhabilitation du bloc élévation et le logement astreinte du Directeur.

Les perspectives pour 2015 porteront sur la réalisation de salles de classe et informatique compte tenu du nombre important d'élèves à encadrer chaque année.

Compte tenu des difficultés de visibilité du projet, il serait nécessaire de formuler de nouveaux projets pour les deux (02) structures (ENETP et ENSUP) et de continuer à assurer le renforcement des deux (02) structures (ENI-ABT et IPR/IFRA) sur leur projet déjà inscrit dans le PTI.

#### **4.1.3. PROJET D'APPUI AUX COMMERÇANTS DÉTAILLANTS (PACD PHASE III) :**

##### **▪ Présentation du Projet**

Le Projet d'Appui aux Commerçants Détaillants, phase III d'une durée de trois (03) ans 2013-2015 est financé à hauteur de **4,895 milliards de francs CFA** dont **4,550 milliards de francs CFA** de la part de l'Etat et **345 millions de francs CFA** des bénéficiaires. Le Projet a été adopté en Conseil des ministres du 27 février 2013.

Les deux (02) premières phases du Projet mises en œuvre de 2005 à 2012 respectivement avec **3,950 milliards de francs CFA** et **5 milliards de francs CFA** ont enregistré des taux de décaissement de **40,44%** pour la première phase et **94,32%** pour la seconde phase. Cette troisième phase est une phase de consolidation

Le Projet dont l'objectif général est de contribuer à l'atteinte des objectifs de croissance économique, de réduction de la pauvreté et de création d'emplois. Rattaché à la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (Ministère du Commerce) est mis en œuvre par une Cellule de Coordination.

La phase III du Projet enregistrée au Répertoire National des Projets sous le numéro **1987** a bénéficié de 2013 à 2015 de trois (03) inscriptions budgétaires d'un montant total de **1,640 milliard de francs CFA**.

##### **▪ Les rencontres tenues dans le cadre de la mission :**

Après la visite de courtoisie à la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence, la mission a tenu une séance de travail avec la Cellule de Coordination du projet au cours de laquelle les objectifs de la mission ont été présentés.

Cette séance de travail avec le Coordinateur du projet, entouré de ses collaborateurs, notamment le Responsable financier et le Chargé de Suivi-Evaluation a permis non seulement d'échanger sur la mise en œuvre du projet mais aussi de passer en revue l'état d'exécution financière et physique du projet au titre des années 2013 et 2014.

Ainsi, il ressort des échanges, que sur les inscriptions budgétaires de 2013 et 2014 respectivement de **550 millions de francs CFA** et de **467 millions de francs CFA**, le taux de décaissement total est de **100%**.

##### **▪ Situation d'exécution financière du Projet**

*En millions de francs CFA*

RNP		Situation financière du Projet par année												
		Phase I					Phase II				Phase III			TOTAL
		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
1987	Financement acquis	82	500	600	500	200	750	1 518	1 498	0	550	467	623	7 288
	Décaissement au 31/12/2013	82	457	590	416	200	750	1 518	1 498	0	550	467	-	6 528
	Taux de décaissement	100	91	98	83	100	100	100	100	-	100	100	-	90

▪ **Les visites des réalisations physiques :**

La mission a visité certains investissements réalisés, notamment les étales et équipements marchands construits respectivement en 2009 et 2011 au niveau des marchés de l'Hippodrome et de N'Tomikorobougou dans le district de Bamako.

Il ressort de la visite au niveau de ces deux marchés, que les étales réalisés au niveau du marché de N'Tomikorobougou sont dans un état de dégradation à cause de leur non exploitation par les bénéficiaires (les vendeuses de condiments). Quant à ceux du marché de l'Hippodrome, ils sont exploités mais se trouvent dans un état de dégradation.



Sur les budgets des années 2013 et 2014, les investissements du Projet ont porté essentiellement sur :

- la prise en charge du fonctionnement de la Cellule de Coordination et les dix huit (18) Centres de Gestion Agréés (salaires, acquisition de matériels roulants, équipements de bureaux) ;
- l'organisation de sessions de formations pour les membres des Conseils d'Administration des CGA en lobbying gouvernance locale, leadership et recherche de partenariat, en Gestion de Projet, Suivi-Evaluation et sur la GAR ;
- la mise en place d'un fonds de garantie pour le financement des activités des adhérents des CGA d'un montant de 50 millions dont le virement du mandat du Trésor vers la banque n'est pas encore effective ;
- la formation des commerçants détaillants (1860 au total) en comptabilité simplifiée et en GERME ;

- la vulgarisation et la distribution de 5 180 emballages biodégradables ;
- la signature d'une convention de partenariat de financement des bouchers dans le cadre de l'opération « Spécial Ramadan 2014 » d'un montant de **75 millions de francs CFA pour 150 bouchers.**

Les investissements prévus sur cette troisième phase, notamment l'installation de 5 000 équipements marchands au niveau de certains marchés ciblés n'ont pas à ce jour démarré.

## 4.2. REGION DE KOULIKORO

### 4.2.1. PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE D'ENTRAINEMENT POUR SPORTIFS D'ELITE DE KABALA :

- **Présentation du Projet de Construction du Centre d'entraînement pour Sportifs d'élite de Kabala :**

Le centre d'entraînement pour sportifs d'élite « Ousmane Traoré » dit Ousmane Bléni de Kabala créé par l'ordonnance N°01-014/P-RM du 26 février 2001 est chargé d'assurer la préparation des sportifs évoluant dans les équipes nationales, les stages de perfectionnement, de mise à niveau et le suivi médical et diététique des sportifs d'élite.

Placé sous la tutelle du Ministère des Sports, il est rattaché à la Direction Nationale des Sports et de l'Education Physique (DNSEP). Le centre a bénéficié d'un Projet intitulé « Projet de Construction du Centre d'Entraînement pour Sportifs d'Elite » inscrit au Répertoire National des Projets et Programmes sous le numéro **1803**.

Financé entièrement sur le budget national, il a bénéficié de sa création de 2001 à 2015 d'un financement total acquis d'un montant **3,870 milliards de francs CFA** pour un montant total **décaissé de 3,373 milliards de francs CFA, soit un taux de décaissement de 87%**. Ce financement a permis au centre la réalisation d'un certain nombre d'infrastructures et équipements parmi lesquels on peut citer :

- un bloc administratif ;
- trois (03) blocs d'hébergement dont deux (02) pour les jeunes et un (01) pour les entraîneurs ;
- un (01) réfectoire ;
- trois (03) terrains d'entraînement dont un (01) de football et deux (02) multifonctionnel (basketball, handball et volleyball).

- **Les rencontres tenues dans le cadre de la mission de suivi du Projet :**

La séance de travail tenue avec la Direction des Finances et du Matériel du Ministère a permis tout d'abord d'expliquer les objectifs de la mission et de passer en revue le projet depuis sa création, notamment les objectifs du projet, les résultats attendus et les missions assignées au CESE et LBOS ainsi que les besoins du département en termes d'investissements au niveau du centre.

Ensuite la mission s'est rendue au centre où elle s'est entretenue avec la Direction sur les objectifs de la mission et d'échanger sur les investissements réalisés au cours des années de 2013 et 2014.

A l'issue de la séance de travail avec la DFM, la situation d'exécution financière des deux (02) Projets (**1946 et 1803**) au titre des années 2013 et 2014 a été mise à la disposition de la mission, il s'agit de la situation détaillée des engagements au titre du projet.

Ainsi, au titre de 2013, le projet **1803** n'a pas bénéficié de crédits budgétaires. Pour 2014, les engagements à la date du 04 décembre 2014 se chiffrent à **249 millions de francs**

**CFA dont d'un montant 149 millions de francs CFA sur les charges communes et 100 millions de francs CFA au titre du projet. La dotation inscrite à la loi des finances au titre de 2014 est 24,615 millions de francs CFA dans la Loi de Finances Rectificative.**

Sur les charges communes, **100 millions de francs CFA ont été engagés pour les travaux de réhabilitation du centre et portent essentiellement sur l'acquisition de matériels de couchage, matériels de cuisine, fourniture d'équipements sportifs et certains aménagements, notamment la reprise des installations électriques et les sanitaires.**

▪ **Situation d'exécution financière du Projet :**

*En millions de francs CFA*

N°RNP		Situation financière du Projet par année											TOTAL
		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
1803	Financement acquis	2 228	334	133	250	200	200	34	9	0	274	208	3 870
	Décaissé au 31/12/2013	2 098	334	131	250	148	100	29	9	0	274	-	3 373
	Taux de décaissement	94	100	98	100	74	50	85	100	-	100	-	87

▪ **La visite des réalisations physiques :**

La visite des réalisations physiques conduite par le Directeur du centre en présence du Représentant de la DFM a porté sur les blocs d'hébergement des joueurs et des entraîneurs, de l'administration, du réfectoire entièrement réhabilités en 2014. Il s'agit des blocs A et B pour l'hébergement des joueurs et de trois (03) autres blocs.



**Blocs hébergement A et B pour les joueurs réhabilités en 2014**

Les équipements acquis au titre de 2014 sont constitués de matelas pour les chambres des trois blocs d'hébergement des joueurs et entraîneurs, de matériels d'entraînement et de matériels de restauration et de cuisine.

Le terrain d'entraînement dont le gazon a été repris au cours de l'année 2014 a été également visité.



### Terrain d'entraînement des joueurs réhabilité sur 2014

#### 4.2.2. PROJET D'EXTENSION ET D'EQUIPEMENT DU LYCEE SPORTIF BEN OUMAR SY DE KABALA :

- **Présentation du Projet :**

Le lycée sportif Ben Oumar Sy de Kabala, situé à Kalaban Coro dans le cercle de Kati, est un établissement scolaire créé en 2005. Les infrastructures dont dispose le lycée est composé d'un bloc administratif, d'un réfectoire, de deux bâtiments d'hébergement, d'une infirmerie, d'un bloc pédagogique de dix huit (18) salles de classes. Le lycée compte aujourd'hui 250 élèves dont 112 filles.

Le projet enregistré au répertoire national des Projets et Programmes sous le numéro **1946** a démarré en 2005 avec sa première inscription dans la Loi de Finances. De 2005 à 2014, il a bénéficié de dix (10) années de dotation budgétaire d'un montant total de **3,280 milliards de francs CFA** pour un montant total décaissé de **2,721 milliards de francs** au 31 décembre 2013, soit un **taux de décaissement de 83%**.

- **Situation d'exécution financière du Projet**

*En millions de francs CFA*

RNP		Situation financière du Projet par année											
		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
1946	Financement acquis	992	503	350	208	200	200	134	40	100	325	228	3 280
	Décaissé au 31/12/2013	915	503	345	207	156	56	74	40	100	325	-	2 721
	Taux de décaissement	92	100	99	100	78	28	55	100	100	100	-	83

- **La visite des réalisations physiques**

Au niveau du lycée, la visite a concerné tout d'abord les investissements réalisés sur le budget de 2013 d'un montant de **100 millions de francs CFA, entièrement décaissés**. Il s'agit de la construction de banquettes dans la cour, la construction de hangar pour

véhicule et de la reprise totale des lampadaires pour l'électrification de la structure pour le renforcement de la sécurité des bâtiments et des élèves.

Les investissements réalisés portent entre autres sur :

- réalisation de 40 banquettes en ciment au niveau de la cour ;
- équipement de la classe de 7<sup>ème</sup> année en 25 tables bancs ;
- équipements de la salle des professeurs en matériels de bureau ;
- construction d'un hangar servant de parking pour le personnel ;
- équipement des dortoirs (garçons et filles) en lits (206) au total.

En 2014, les réalisations sur le budget de **325 millions entièrement décaissés** portent sur les travaux de réhabilitation de l'ensemble des blocs du lycée (administration, dortoir, infirmerie, salle de pédagogie, acquisition et installation de groupe électrogène dont le local est en chantier). Il s'agit de :

En 2014, les réalisations concernent :

- la réhabilitation de l'ensemble des bâtiments de la structure (l'administration, l'infirmerie, deux (02) blocs de dortoir, le réfectoire et dix sept (17) salles de classe ;



#### **Bloc hébergement pour garçons, réhabilité en 2014**

- l'équipement du réfectoire en tables à manger et chaises ;
- l'équipement des dortoirs (garçons et filles) en lits (100) au total ;
- l'acquisition d'un groupe électrogène ;
- l'acquisition de matériels de couchage pour les élèves et
- l'acquisition de matériels sportifs pour les élèves.





### **Réfectoire équipé en tables et chaises en 2014**

Au cours de la visite, la mission a noté l'état satisfaisant de la structure grâce aux investissements réalisés sur les ressources de 2013 et 2014 qui ont permis non seulement de réhabiliter l'ensemble des bâtiments mais aussi le niveau d'équipement, notamment les dortoirs, le réfectoire et les salles de classe.

Cependant, le niveau d'équipements de la structure pour les activités sportives (terrain de basketball, de handball) reste faible et ne répond pas aux besoins de l'encadrement pédagogique. Ces investissements constituent les priorités de 2015. Il s'agit de :

- l'aménagement de terrain de basketball et de handball

## **4.3. REGION DE KAYES**

### **4.3.1. PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE DE KITA (PDRIK PHASE II) :**

#### **▪ Présentation du Projet**

Financé pour une durée de quatre (04) ans (2013-2016) à hauteur de **12,060 milliards de francs CFA** dont un prêt d'ISTISNA'A signé le 29 août 2012 entre la République du Mali et la Banque Islamique de Développement (BID) pour un montant de **10,612 milliards de francs CFA** et une contrepartie nationale de **1,447 milliard de francs CFA**, le Projet de Développement Rural Intégré du District de Kita et de ses environs, phase II couvre le cercle de Kita (33 communes) et une partie du cercle de Bafoulabé.

Le Projet a pour objectif principal l'améliorer les revenus et les conditions de vie de la population malienne en général et les habitants de la zone de Kita et de Bafoulabé en particulier à travers l'amélioration de la production agricole, des infrastructures de transport rural et de l'approvisionnement de la population en eau potable. Le projet est placé sous la tutelle du Ministère du Développement Rural.

Le Projet est mis en œuvre à travers une Unité de Gestion basée à Kita et rattachée à l'Agence de Développement Rural de la Vallée du Fleuve Sénégal (ADRS). Le lancement officiel du Projet a eu lieu le 02 juillet 2013 à Kita.

#### **▪ Les rencontres tenues dans le cadre de la mission :**

L'équipe de la mission a tenu des séances de travail avec la Direction de l'ADRS et l'Unité de Gestion du Projet au cours desquelles les échanges ont permis de partager les objectifs de la mission, les outils de suivi-évaluation et d'adopter un programme de visite de certains sites retenus dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet.

La première séance de travail avec le Coordinateur du Projet, entouré de ses collaborateurs a permis de faire le point de l'état d'avancement physique et financier du Projet dont l'entrée en vigueur du prêt date du 22 janvier 2013. Les échanges ont porté sur l'évolution du processus de passation des marchés et sur les contraintes et difficultés rencontrées dans le démarrage des travaux.

La deuxième visite est une séance de travail avec la Direction de l'ADRS au cours de laquelle l'équipe a échangé avec le Directeur sur les Projets et Programmes en cours d'exécution par l'Agence et sur les perspectives et l'accompagnement de la DNPd.

La mission s'est rendue à Kayes où elle a échangé avec les autorités administratives de la région, notamment le Directeur de cabinet du Gouverneur sur les objectifs de la mission et partager avec elles l'état d'avancement du Projet.

#### **▪ La situation d'exécution physique et financière du Projet :**

Le Projet dont l'accord de prêt a été signé le 29 août 2014 a bénéficié de **475 millions de francs CFA** de dotation budgétaire de 2013 à 2014 sur le Budget National et de **789**

**millions de francs CFA** sur le financement extérieur (BID). Le taux de décaissement est de **32,83%** sur le financement intérieur et de **7,04%** sur le financement de la BID.

En termes de réalisation, elles ont porté essentiellement sur les travaux de réhabilitation des bureaux mis à la disposition de l'Unité de Gestion à Bamako (antenne) et à Kita (siège) et la tenue de sessions de formation des producteurs sur les techniques culturales du riz, les techniques de production du maïs, des légumes et du riz dans les bas fonds.

Les travaux d'aménagement prévus dans le cadre du Projet n'ont pas encore démarré conditionné au recrutement de l'ingénieur conseil dont le dossier a été approuvé par le conseil des Ministres le 26 novembre 2014.

Au total cinq (05) marchés ont été lancés et signé le 10 novembre 2014. Le marché signé est relatif à la sélection d'une firme d'audit pour la mission d'audit du Projet. Les quatre (04) autres marchés concernent la sélection d'une entreprise pour la construction du siège du Projet, d'une autre entreprise pour la construction de deux (02) centres agros business, la fourniture de moyens de transport et le recrutement d'un bureau d'Ingénieur conseil pour assurer la maîtrise d'œuvre déléguée auprès de l'Unité de Gestion du Projet.

Au passage de la mission, l'auditeur interne recruté était sur place pour la validation de l'exercice de 2013.

Le perspectives pour 2015 portent sur le démarrage des travaux d'aménagement des bas fonds dans le cercle de Kita, l'actualisation de l'étude relative à la construction du pont sur le Daroumé, l'aménagement des périmètres au niveau de Mahina.

▪ **Situation d'exécution financière du Projet**

*En millions de francs CFA*

N°RNP	Situation financière	Financement intérieur				Financement extérieur			
		2013	2014	2015	TOTAL	2013	2014	2015	TOTAL
2725	Financement acquis	250	225	208	683	559	250	-	809
	Décaissement au 31/12/2013	250	225	-	475	559	226	-	789
	Taux de décaissement	100	100	-	70	100	90	-	98

▪ **Les visites dans le cadre du Projet :**

La première visite dans la zone du Projet a concerné le site de Daroumé dans le village de Kenienifé dans la commune de Toukoto où il est prévu la construction d'un pont dans le cadre de la mise en œuvre de la seconde composante du Projet. La construction du pont sur le Daroumé permet non seulement de désenclaver le Kaarta, considéré comme l'une des principales zones de production du cercle mais aussi d'avoir un accès facile aux principales infrastructures socio-économiques de la commune (CSCOM, écoles) réalisées dans le cadre du PDRIK I et situées du côté du village de Kenienifé.



### **Pont sur le Daroumé à réaliser par le Projet**

Suite à la visite du site, l'équipe de la mission a une séance de travail avec les bénéficiaires au niveau du village de Keniedifé au cours de laquelle l'accent a été mis sur le rôle important du pont dans le développement de la commune et la sécurité des enfants et des troupeaux et sur la mobilisation des communautés bénéficiaires pour la réussite du Projet.

La seconde visite a concerné la station de pompage réalisée à Mahina dans le cadre du Projet de Développement Rural Intégré en aval du Barrage de Manantali (PDIAM) pour l'irrigation des périmètres G et H dont 685 ha doivent être aménagés dans le cadre de la composante I du PDRIK II.



**Station de pompage réalisée par le PDIAM pour l'irrigation de 685 ha à aménager par le Projet**



**La cabine électrique de la station de pompage en service installée par le PDIAM pour l'irrigation de 885 ha dont 200 ha aménagés**

La visite de la station de pompage et des périmètres à Mahina à laquelle le Président de la Chambre d'Agriculture de Bafoulabé a pris part a permis d'échanger sur l'exploitation des 200 ha déjà aménagés par le PDIAM et la forte mobilisation des bénéficiaires pour assurer la sécurité alimentaire dans le cercle de Bafoulabé.

## **V. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISSION**

Au terme de cette mission de suivi-évaluation des Projets et Programmes, les principaux enseignements tirés sont :

- la nécessité de renforcer les capacités des structures publiques et Projets dans l'identification des besoins et leur priorisation ;
- l'absence d'informations de certaines structures sur l'exécution financière ;
- l'absence de stratégie de développement des investissements à long terme ;
- le rôle combien capital des missions de suivi-évaluation des investissements dans la compréhension et la résolution de certaines difficultés ;
- la pertinence de certains investissements et la place importante qu'ils occupent dans le développement socio économique des zones bénéficiaires ;
- le retard dans la mise en œuvre de certaines réalisations par rapport au délai d'exécution prévu ;
- le manque de visibilité de certains projets, notamment le 2309 et 1983.

## **VI. DIFFICULTES RENCONTREES AU COURS DE LA MISSION**

Au cours de la mission, les principales difficultés rencontrées sont :

- le manque de disponibilité de certains responsables des structures, notamment la DFM du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- l'absence de documentation relative aux marchés au niveau de certaines structures bénéficiaires.

## VII. DIFFICULTES CONSTATEES, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

N°	Structures/Organismes responsables	Les difficultés constatées	Causes	Mesures/solutions proposées	Délai d'exécution
01	<b>Carrefour des Jeunes de Bamako</b>	Faible rentabilité des investissements	Les textes régissant l'exploitation des infrastructures du Carrefour	Relecture des textes du Carrefour	Immédiatement
		Défectuosité des installations électriques et d'adduction d'eau	Dégradation des installations	Reprise des installations électriques et de l'eau	Sur le budget 2015
02	<b>Projet d'aménagement et d'équipement des grandes écoles</b>	Faiblesse dans le suivi de l'exécution des marchés	Déficit de communication entre les DFM et les structures bénéficiaires dans processus de passation des marchés et dans le suivi de leur exécution	Mettre à la disposition des structures bénéficiaires les copies des marchés	Immédiatement
		Pas de lisibilité sur les investissements	Absence de programme d'intervention au niveau des écoles	Elaborer un programme d'intervention sur la base d'une évaluation des besoins des structures	immédiatement
03	<b>Projet d'extension et d'équipement du lycée sportif ben Oumar Sy de Kabala</b>	Manque de visibilité des investissements à réaliser	Absence de programmation des investissements (plan de masse)	Elaboration d'un plan de masse (évaluation des besoins en termes d'investissement)	Immédiatement
04	<b>Projet de construction du centre d'entraînement pour sportifs d'élite de Kabala</b>	Manque de visibilité des investissements à réaliser	Absence de programmation des investissements (plan de masse)	Elaboration (actualisation) d'un plan de masse (évaluation des besoins en termes d'investissement)	Immédiatement



<b>05</b>	<b>Projet d'Appui aux Commerçants Détaillants</b>	Dégradation des étales et équipements marchands réalisés	Non exploitation des étales et équipements	Mettre en place des conventions entre les parties prenantes	Immédiatement
		Lenteur dans la mise en œuvre de certaines activités	Insuffisance de la stratégie de mise en œuvre du Projet	Revoir la stratégie avec l'ensemble des parties prenantes	Immédiatement
		Faible participation des bénéficiaires au financement du Projet	Insuffisance de la stratégie de mise en œuvre du Projet	Revoir la stratégie avec l'ensemble des parties prenantes	Immédiatement
<b>06</b>	<b>Projet de développement rural intégré de Kita (PDRIK phase II)</b>	Retard dans le démarrage des travaux (grosses œuvres)	Retard dans le recrutement du bureau de l'Ingénieur conseil (maitre d'œuvre)	Diligenter la mise en œuvre des travaux	Immédiatement
				Adresser une demande de prorogation à la BID compte tenu du retard dans le recrutement de l'Ingénierie conseil.	Immédiatement

## **CONCLUSION**

La présente mission de suivi-évaluation a été d'une importance capitale. Elle a permis de faire le point de la situation d'exécution physique et financière des différents projets et programmes visités, d'apprécier la qualité des investissements réalisés sur le terrain et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.

Les différentes réalisations visitées au vu de leur importance et leur impact doivent être pérennisées, accompagnées et suivies non seulement pour renforcer la dynamique des investissements réalisés, mais également assurer leur bonne exécution dans le temps imparti.

Aussi, la mission recommande vivement aux projets et programmes, l'identification et l'évaluation des besoins d'investissements pour permettre une meilleure visibilité des actions à mettre en œuvre.

Le passage de la mission a suscité un grand intérêt tant au niveau des gestionnaires des projets qu'au niveau des autres acteurs impliqués, notamment les bénéficiaires. Le suivi de la mise en œuvre des recommandations ci-dessus contribuera à rationaliser davantage la gestion des investissements et à accroître leur impact sur le bien-être des bénéficiaires. A cet effet, la mise en place d'un comité chargé de leur suivi sera salubre.

## **ANNEXES**

- 1. LISTE DES PERSONNES RENCONTREES**
- 2. LISTE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL**
- 3. ORDRE DE MISSION**
- 4. TDR DE LA MISSION**

## LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

N°	Noms et Prénoms	Fonction	Structure	Téléphone/Email
01	Sabane Sibili COULIBALY	Comptable	DFM/MS	66 80 90 20 sabanecoulibaly@yahoo.fr
02	Sahidou Abdoulaye DIALLO	Chef de section	DFM/MS	65 97 73 33 amouley@yahoo.fr
03	Alamir TOURE	Directeur Adjoint	DFM/MS	66 74 03 09 alamirtoure@yahoo.fr
04	Mohamed K DEMBELE	Directeur	CEES/Kabala	66 79 54 82 mohamedkeletigui@yahoo.fr
05	Ibrahima TOURE	Econome	LBOS/Kabala	karache@yahoo.fr
06	Marie Germaine Dakouo	Responsable Hébergement	LBOS/Kabala	66 97 73 09 Marieger20@yahoo.fr
07	Mahamadou TOLO		PACD	66 78 60 68 <a href="mailto:mahamadou.tolo@yahoo.fr">mahamadou.tolo@yahoo.fr</a>
08	Mohamed DOLO		PACD	69 09 06 65 <a href="mailto:dolo_mr@yahoo.fr">dolo_mr@yahoo.fr</a>
09	Abdou Karim DIALLO	Coordinateur	PACD	79 18 40 35 <a href="mailto:boudou09@yahoo.fr">boudou09@yahoo.fr</a>
10	Moussa DIARRA	Chargé de S&E	PACD	66 79 72 48 <a href="mailto:logosira@yahoo.fr">logosira@yahoo.fr</a>
11	Moriba dit Youssouf SISSOKO	Chef de division	DFM/MESRS	66 85 82 33 <a href="mailto:moribasissoko@gmail.com">moribasissoko@gmail.com</a>
12	Mohamed Lamine DIAWARA	Chef section	DFM/MESRS	65 60 02 36 <a href="mailto:maladiaw@gmail.com">maladiaw@gmail.com</a>
13	Abdoul Karim KONE	Directeur	DFM/MJCC	66 94 16 09 <a href="mailto:abdoulkkou@yahoo.fr">abdoulkkou@yahoo.fr</a>
14	Mamadou DIARRA	Chef division	DFM/MJCC	79 27 31 11 diarradaf@yahoo.fr
15	Moussa CONDE	Chef de division	DFM/MJCC	66 63 07 09 Moussaconde46@yahoo.fr
16	Dienebou SANOGO	Directrice	Carrefour des Jeunes	66 72 14 46 <a href="mailto:adienebou@yahoo.fr">adienebou@yahoo.fr</a>
17	Mamadou KONE	Chef section	Carrefour des Jeunes	
18	Oumar BERTHE	Coordinateur	PDRIK II	66 75 12 06 oumarberthe1@yahoo.fr
19	Fassigui CAMARA	RAF	PDRIK II	66 90 57 75 Fass_cam@yahoo.fr
20	Georges KEITA	Coordinateur	ADRS	62 39 79 71 <a href="mailto:gkkomi@yahoo.fr">gkkomi@yahoo.fr</a>
21	Thena Oumar DIABATE	Responsable Communication	PDRIK II	66 85 74 77 thenaoumardiabate@yahoo.fr
22	TOUNKARA Awa TRAORE	Assistante	PDRIK II	66 87 19 50 <a href="mailto:tounkawa@yahoo.fr">tounkawa@yahoo.fr</a>
23	Siné DEMBELE	Préfet	Kita	61 76 30 52
24	Amady CISSOKO	Conseiller	Keniedifé	21 59 56 86
25	Yacouba KEITA	Président	DLCA/Kita	66 86 62 62
26	Moustapha SIBIRi	Conseiller	Kita	66 88 85 53
27	Laly SISSOKO	Conseiller	Kenienifé	21 58 59 89
28	Moussa DOUMBIA	Responsable GR	PDRIK II	62 21 90 41

29	Lamine Sibiri DEMBELE	Chef section SP	Mahina	62 67 96 56 <a href="mailto:lamineka2015@yahoo.fr">lamineka2015@yahoo.fr</a>
30	Daouda Ibrahima TOURE	Aide comptable/SP	Mahina	<a href="mailto:daoudatour41@yahoo.fr">daoudatour41@yahoo.fr</a>
31	Hamady CISSOKO	Chef de village	Kenienifé	21 58 59 89
32	Issouf KEITA	Electricien/SP	Mahina	66 51 09 13
33	Adama BERTHE	Chargé aménagement	Mahina	77 93 43 58
34	Oussa TOURE	ADRS	ADRS	
35	Mahamoudou FAMANTA	Directeur Général	IPR/IFRA	79 39 86 13
36	Alousseini ALDJOU MAT	Agent Comptable	IPR/IFRA	76 28 49 91
37	Mme Aminata TRAORE	Laborantin chimiste	IPR/IFRA	76 03 54 58

### **Liste des documents de travail**

- 14<sup>ème</sup> revue des Projets et Programmes au 31 décembre 2013 ;
- Fiche de suivi-évaluation du Projet de Construction du Centre d'entraînement Sportif de Kabala ;
- Note de présentation et Fiche de Suivi Evaluation du PDRIK II à la date du 02 Décembre 2014
- Rapport de Mise en Œuvre des Recommandations du Comité de Pilotage du PACD ;
- Situation du financement des femmes du District de Bamako dans le Cadre de l'Opération Spéciale par la BDM ;
- Rapport de Stage de fin de Cycle au Carrefour des Jeunes de Bamako ;
- Mandat de délégation N°8079 relative à l'ouverture de crédits au titre de 2014 pour la prise en charge des dépenses relatives au marché en fourniture de matériels pour l'équipement des laboratoires de l'ENETP ;
- Mandat de délégation N°8080 relative à l'ouverture de crédits au titre de 2014 pour la prise en charge des dépenses relatives à l'achat d'équipement des travaux d'entretien pour les besoins du MESRS ;
- Mandat de délégation N°7913 relative à l'ouverture de crédits au titre de 2014 pour la prise en charge des dépenses relatives à l'acquisition de matériels agricoles au profit de l'IPR/IFRA ;
- Mandat de délégation N°8099 relative à l'ouverture de crédits au titre de 2014 pour la prise en charge des dépenses relatives à l'achat d'un véhicule pour l'ENSUP ;
- Liste Détaillée des Engagements au 04-12-2014 relative au Projet extension et équipement du lycée sportif Ben Oumar SY ;
- Liste Détaillée des Engagements au 04-12-2013 relative au Projet extension et équipement du lycée sportif Ben Oumar SY ;
- Liste Détaillée des Engagements au 04-12-2014 relative au Projet construction du centre sportif d'élite de Kabala ;
- Liste des commerçants détaillants formés de 2006 à 2008 des CGA du district de Bamako ;
- Document de Projet d'Appui aux Commerçants Détaillants (PACD), Phase III 2013 – 2015 adopté en Conseil des ministres du 27 février 2013.